

ADPLC

Siège social : 13 B AV DES DROITS DE L'HOMME

45 000 ORLEANS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission que vous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADPLC relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association ADPLC à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations, les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 16 mai 2024

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

ORCOM AUDIT


Valentin DOLIGÉ
Associé

Bilan actif

ADPLC

Etats de synthèse au 31/12/2023

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	990	990		
Concessions, brevets et droits assimilés				
Immobilisations corporelles	1 857 709	1 492 305	365 403	295 745
Installations techniques, matériel et outillage	7 889	7 231	659	1 421
Autres immobilisations corporelles	35 010		35 010	31 860
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières	975		975	975
Participations et créances rattachées				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 902 573	1 500 526	402 047	330 001
Stocks				
Créances				
Clients et comptes rattachés	340 352		340 352	193 174
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	98 618		98 618	59 494
Autres créances	285 399		285 399	224 349
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 937		2 937	
Disponibilités	822 534		822 534	1 034 777
Charges constatées d'avance	1 156		1 156	1 329
TOTAL ACTIF CIRULANT	1 550 994		1 550 994	1 513 122
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	3 453 567	1 500 526	1 953 041	1 843 123

Bilan passif

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
PASSIF		
Report à nouveau	551 897	537 704
Résultat de l'exercice	14 127	14 193
Subventions d'investissement	440	2 040
Provisions réglementées	67 646	45 238
TOTAL CAPITAUX PROPRES	634 110	599 175
TOTAL AUTRES FONDUS PROPRES		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Emprunts</i>	296 320	272 365
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	296 320	272 365
Emprunts et dettes financières diverses	2 087	1 283
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	628 554	607 015
<i>Personnel</i>	111 145	9 548
<i>Organismes sociaux</i>	19 468	15 925
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>	1 094	4 465
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	7 900	5 422
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	1 767	2 577
Dettes fiscales et sociales	41 373	37 936
Autres dettes	40 172	16 172
Produits constatés d'avance	310 426	309 178
TOTAL DETTES	1 318 931	1 243 948
TOTAL PASSIF	1 953 041	1 843 123

COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%
PRODUITS				
Ventes de marchandises	15 498 232	99,41	10 932 010	98,84
Production vendue	91 645	0,59	127 935	1,16
Subventions d'exploitation	374 171	2,40	314 349	2,84
Autres produits	459 214	2,95	398 474	3,60
Total	16 423 261	105,35	11 772 767	106,45
CONSOMMATION MISES & MAT				
Achats de marchandises	15 498 232	99,41	10 932 010	98,84
Autres achats & charges externes	541 599	3,47	447 740	4,05
Total	16 039 830	102,89	11 379 749	102,89
MARGE SUR MISES & MAT	383 431	2,46	393 018	3,55
CHARGES				
Impôts, taxes et vers. assim.	4 045	0,03	4 940	0,04
Salaires et Traitements	86 107	0,55	86 565	0,78
Charges sociales	37 820	0,24	37 877	0,34
Amortissements et provisions	108 104	0,69	82 165	0,74
Autres charges	112 290	0,72	117 994	1,07
Total	348 366	2,23	329 542	2,98
RESULTAT D'EXPLOITATION	35 065	0,22	63 476	0,57
Produits financiers	13 059	0,08	10 218	0,09
Charges financières	7 821	0,05	4 247	0,04
Résultat financier	5 238	0,03	5 971	0,05
RESULTAT COURANT	40 303	0,26	69 447	0,63
Produits exceptionnels	4 592	0,03	17 201	0,16
Charges exceptionnelles	26 325	0,17	67 990	0,61
Résultat exceptionnel	-21 733	-0,14	-50 789	-0,46
Impôts sur les bénéfices	4 443	0,03	4 465	0,04
RESULTAT DE L'EXERCICE	14 127	0,09	14 193	0,13

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : ASS ADPLC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 1 953 041 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 14 127 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 25/04/2024 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-07 du 10 décembre 2018 mettant à jour le règlement de l'ANC 2014-04 du 05 juin 2014 à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Désignation de la société : ADPLC

OBJET :

L'association a été créée à Orléans en date du 19 juillet 1963 sous la forme d'un Syndicat Professionnel Agricole. Elle a été reconnue en qualité de Groupement de Producteurs en date du 8 juillet 1966. Elle a ensuite été reconnue en qualité d'Organisation de Producteurs en date du 30 octobre 1997. En date du 2 juin 2006 le Syndicat ADPLC a été transformé en association, reconnue comme Organisation de Producteurs en date du 8 novembre 2006.

L'association a pour objet de concentrer l'offre, de préparer, d'organiser et de mettre en marché la production de ses membres.

■ Règles et méthodes comptables

MISSIONS :

L'Association commercialise, au nom et pour le compte de ses adhérents, les légumes destinés à la transformation.

Elle assure la programmation de la production et son adaptation à la demande, notamment en quantité et qualité. Elle souscrit des contrats dans le but de régulariser les prix à la production.

MOYENS MIS EN OEUVRE :

L'Association compte deux salariés permanents.

Elle centralise les factures/émission des factures d'achats pour le compte des producteurs, et des factures de ventes), et le paiement des adhérents.

Elle achète pour les louer, prêter ou répartir, tous les instruments, matériels et services nécessaires à la production des adhérents.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

■ Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 1 à 5 ans
- * Matériel et outillage industriels : 1 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a approuvé à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

■ Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

PROGRAMME OPERATIONNEL

Comme pour les exercices précédents, toutes les opérations du programme opérationnel ont été comptabilisées de la manière suivante :

- les actions non liées aux investissements sont saisies en comptes de charges et produits
- les actions concernant les investissements, sont passées en compte de bilan. Le financement correspondant (contributions des producteurs et aides France Agrimer) est enregistré en produits ou subventions d'investissement, suivant la mesure concernée.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	En fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	990			990
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	990			990
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 680 709	177 000		1 857 709
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	7 889			7 889
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes	31 860	35 010	31 860	35 010
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	1 975		1 000	975
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 975		1 000	975
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	1 723 423	212 010	32 860	1 902 573

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Variations de l'actif immobilisé				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant		212 010		212 010
Acquisitions				
Apports				
Créations				
Révaluations				
Augmentations de l'exercice				
		212 010		212 010
Variations de l'actif immobilisé				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant		31 860		31 860
Cessions			1 000	1 000
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				
		31 860	1 000	32 860

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 384 964	107 342		1 492 305
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 468	763		7 231
- Emballages récupérables et divers	1 391 432	108 104		1 499 536
Immobilisations corporelles				
ACTIF IMMOBILISE	1 392 422	108 104		1 500 526

Notes sur le bilan

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 725 523 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de la clientèle			
Créances Clients et Comptes rattachés	340 352	340 352	
Autres	384 016	384 016	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	1 156	1 156	
Total	725 523	725 523	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	18 667
Total	18 667

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 0,00 euros décomposé en 0 titres d'une valeur nominale de 0,00 euros.

L'association n'a pas de capital social.

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	45 238	25 325	2 917	67 646
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	45 238	25 325	2 917	67 646
Reconstitution des dotations au capital social				
Exploitation				
Financières		25 325		
Exceptionnelles			2 917	

Notes sur le bilan

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 318 931 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	296 320	181 020	115 300	
- à plus de 1 an à l'origine	2 087	2 087		
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	628 554	628 554		
Dettes fiscales et sociales	41 373	41 373		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	40 172	40 172		
Produits constatés d'avance	310 426	310 426		
Total	1 318 931	1 203 631	115 300	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	177 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	153 045			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	312 100
Intérêts courus	2 087
Dettes prov. pr congés à payer	11 145
Charges sociales s/congés à payer	4 748
Charges sociales - charges à payer	251
Total	330 330

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 156		
Total	1 156		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	310 426		
Total	310 426		

■ Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 7 593 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

■ Autres informations

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avais et cautions	
Autres engagements reçus	
Total	
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	

1/ Au terme d'un engagement de caution signé le 13 octobre 2010, l'ADPLC bénéficie d'une caution du Crédit Agricole en faveur de France Agrimer d'un montant de 99 000 euros, contre garantie par une caution Agrobearce.

2/ La réalisation de prêts en 2021, pour des montants de 188 000 €, 130 000 € et 36 500 €, est assortie des nantissements des trois matériels concernés.

